LA PERSISTANCE DU NEO-PATRIMONIALISME EN AFRIQUE : LA DEMOCRATIE PERDUE DANS SES PRINCIPES

OUATTARA Baba Hamed
Université Peleforo GON COULIBALY (UPGC)
Korhogo / République de Côte d'Ivoire
babaouatt7@gmail.com (+225) 0747386906
GNAHOUE Kouassi Fernand
Université Peleforo GON COULIBALY (UPGC)
Korhogo / République de Côte d'Ivoire
akimoi2002@yahoo.fr (+225) 0749854372

Résumé :

Comment, dans un contexte général de confusion porté par le populisme qui semble de plus en plus s'établir, donner raison à la démocratie dans un environnement néo-patrimonialisé qui la fait jouer contre elle-même ? Telle est la préoccupation qui prépositionne l'objectif qui est le nôtre, à savoir présenter la nécessité d'une culture institutionnelle pour faire correspondre la démocratie à sa raison d'être, la souveraineté du peuple. Conformément à cet objectif, il s'agit de mettre au jour les causes de cette crise – le psychologisme et le partisanisme – dont les prolongements ont ancré une confusion institutionnelle dans la gestion de l'État, sapant ainsi les fondements de la démocratie. Il devient dès lors nécessaire d'éduquer les esprits à la culture de la raison institutionnelle, entendue comme la valorisation de l'esprit de peuple face au néo-patrimonialisme. Pour cette contribution, ont été convoquées les méthodes analytique, critique et dialectique selon les exigences des moments majeurs de notre analyse.
***Mots clés** : Néo-patrimonialisme, Démocratie, Institution, État, Chef d'État*

Abstract:

How, in a general context of confusion driven by populism that seems to be increasingly establishing itself, can we give reason to democracy in a neo-patrimonialist environment that makes it work against itself? This is the concern that prepositions our objective, namely to present the need for an institutional culture to make democracy correspond to its purpose, the sovereignty of the people. It is thus, in accordance with this objective, to

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

satisfy the requirements of flushing out the causes of this crisis which are called psychologism and partisanship whose extensions are the anchoring of institutional confusion in the management of the State which undermines the foundations of democracy before arriving at the need to educate minds to the culture of institutional reason understood as valorization of the spirit of the people against neo-patrimonialism. For this contribution, analytical, critical and dialectical methods have been called upon according to the requirements of the major moments of our analysis.
Keywords: *Neo-patrimonialism, Democracy, Institution, State, Head of State*

Introduction

Si la question de l'indépendance politique du continent reste le plus frais de l'actualité avec les mouvements que connaissent les pays de l'Afrique occidentale, sinon du sahel, il est tout aussi important, en ces temps d'incertitudes politiques, de porter le regard sur soi-même, sur les pratiques politiques internes qui ne sont toujours pas imputables à la nature de ses rapports à l'extérieur. En interne, il faut avoir le courage de le reconnaître, les distorsions politiques ne manquent pas à l'appel. En effet, les pratiques dont l'entrelacement constituent le champ de l'agir politique sont rarement en congruence avec les principes de la démocratie qu'elles sont censées rendre effectifs. Que l'Afrique soit de la sorte considérée comme politiquement malade n'est pas un secret. L'une de ces maladies qui rendent flou le champ de l'agir politique dans ce continent, et qui n'est pas des moindres maux, c'est cette sorte de néo-patrimonialisme qu'il nous plaît ici d'entendre comme la vénération de figures paternelles en lieu et de place des principes de la démocratie. Ce néo-patrimonialisme, différent du patrimonialisme traditionnel qui s'entendait comme le concept d'une filiation historique avec des formations précoloniales ou coloniales, est plutôt le signe d'une forme de pouvoir personnel fondé sur des rapports de clientélisme contre l'adoption d'une tradition politique idéologiquement rationnelle et pertinente du point de vue de son contenu programmatique. C'est donc logiquement que la

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

démocratie, dont les principes devraient régir l'agir politique pour l'égalité, la liberté et la justice pour tous, se perd elle-même dans ses propres principes dans un tel environnement politique.
Suivant notre dynamique de sens, les fondements populaires de nos États se sont arcboutés à des figures personnelles qu'on a modélisées, référencées et voire même divinisées. Ce procédé de divinisation a finalement aujourd'hui pour corollaire la quasi impossibilité de regarder autrement, c'est-à-dire d'appréhender sous des perspectives nouvelles ou différenciées la scène des rapports entre dirigeants et peuples.
Abandonner la surenchère déclamatoire du patriotisme de circonstance pour engager une dynamique de transformation des consciences, dans une radicalité relative, afin de les amener à s'identifier aux exigences réelles d'une véritable démocratie régie par une normativité institutionnelle irréversible, voilà l'objectif auquel veut contribuer la présente réflexion.
Même s'il est devenu banal de dire que la démocratie vit une période de crise, faut-il alors penser que les attentes des peuples vis-à-vis des principes démocratiques ne sont pas rationnelles ou même raisonnables ? Assurément pas ! La débanalisation de cette crise de la démocratie devra alors commencer par une reconsidération de celle-ci en ses principes fondamentaux. Mais que peuvent valoir des principes dans un environnement du règne des idoles, des pères ? Mieux, le néo-patrimonialisme, en son entente clientéliste, sous des rapports de partisanismes d'origines diverses, ne dévoie-t-il pas la démocratie en tant qu'elle vise le bien de tous ? Mais si la démocratie se perd dans ses principes, n'est-ce pas parce que le jeu politique en Afrique a adopté d'autres principes, ceux du psychologisme politique et du partisanisme ? Cette attitude, devenue habitude, n'entraine-t-elle pas une nécessaire confusion institutionnelle dans la gestion de l'État ? Comment, dans un tel contexte de confusion, donner raison à la démocratie dans un environnement qui la fait jouer contre elle-même par le moyen de l'idolâtrie des Figures

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

politiques ? Répondre à ces questions constituera ainsi la trame de la présente réflexion avec trois axes d'étude que le développement du sujet exposera au travers des méthodes analytique, critique et dialectique. Cette étude, essentiellement portée par la recherche documentaire, en convoquant les méthodes évoquées, se propose d'interroger la réalité démocratique en contexte africain, sous le prisme des philosophies hégélienne et nietzschéenne afin d'en démasquer les incohérences qui la maintiennent dans un état de confusion institutionnelle. De cette posture de débusquage peut alors émerger, à nouveau chez les Africains, l'espérance liée à la démocratie effective ; car la (re-)connaissance des causes d'un problème est le début de sa résolution. Ainsi, l'approche analytique, parce qu'elle se dispose comme moyen de résolution de problèmes à partir de la décomposition d'une réalité complexe, tels les discours, les représentations et les valeurs sociales relativement à leurs impacts, servira à comprendre et décrypter la représentation populaire de la figure du chef de l'État en Afrique qui oscille entre psychologisme et partisanisme, bien sûr, en tenant compte des exigences de la démocratie en ses fondements principiels. À partir de la démarche critique, on saisira la confusion institutionnelle dans la gestion de l'État comme conséquence de la démocratie qui se ligue contre ses principes fondamentaux. En conséquence, si la méthode critique en se dialectisant, parce qu'elle autorise la pensée critique aussi bien négative que positive, est aussi un moyen permettant de prendre des décisions éclairées pour plus d'amélioration continue, nous l'appréhendons dans sa dimension dialectique consistant à rechercher, au-delà des problèmes, des solutions pour anticiper au mieux l'évolution de la société. La méthode dialectique servira donc, ici, à prospecter la solution à la crise de la démocratie en Afrique liée au néo-patrimonialisme, par la valorisation de l'esprit de peuple contre le néo-patrimonialisme.

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

1. Représentation populaire de la figure du chef de l'État en Afrique : entre psychologisme et partisanisme

Quand la philosophie s'intéresse à la politique, ce n'est pas moins pour dire ce qu'elle est que ce qu'elle devrait être. Or, dire ce qu'est la politique, relativement à une région du monde et à une époque précise, sans tomber dans l'historicisme, c'est la dire en concept. Ainsi, comme pour répondre au signe hégélien qui veut que philosopher revienne à penser son temps en concept, disons que la politique, il faut avoir le courage de le reconnaître, est indéniablement devenu un environnement où jouent, l'un contre l'autre, cynisme et opportunisme. Alors que le cynique veut, pour ses intérêts, agir contre les principes traditionnellement admis et cela de façon très subversive, l'opportuniste, pour les mêmes raisons que le cynique, n'a de principes que selon les circonstances. Le cynique politique cherche ainsi à subvertir le modèle principal de la démocratie pour en saper les fondements. Dans la même arène, l'opportuniste joue selon que les circonstances se prêtent à son jeu, de manière à tirer le meilleur parti pour ses intérêts personnels ; et cela le plus souvent à l'encontre des principes traditionnels de la démocratie.

Si ces concepts, cynisme et opportunisme, sont ce qui dit le mieux le temps de la politique en Afrique, cela tient de cette autre vérité que la politique se comprend fondamentalement comme le pouvoir ou la question de son occupation ou de son exercice. Mais en politique, le pouvoir, c'est le pouvoir d'État qui doit impérativement s'exercer au regard de collectivités constituées et identifiées. En considérant de la sorte que la préoccupation fondamentale de la politique se résume au pouvoir de l'État, il va de soi qu'on la ramène au choix électoral d'un Président d'État. Dans un tel contexte, le principal de la politique devient la concurrence des prétendants au pouvoir. Ces présidents, envoutés par la volonté de gagner des élections,

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

créent un environnement de compétition et de cynisme politique, loin de l'essentiel.

L'essentiel justement, pour aller dans le sens de Hegel, est que ces présidents doivent être un facteur prépondérant du développement des États. Ils doivent ainsi être des princes « animés d'un grand esprit [et qui déterminent] leur activité législatrice par la considération du bien public et du bonheur des sujets » (B. Bourgeois, 1992, p.207). Pourtant quand le souci premier est celui de l'acquisition du pouvoir d'État, le bien public est rangé dans une zone accessoire car ne prévalent en ce moment que ruse et brutalité. C'est d'ailleurs cette brutalité qui, à certains égards, transparaît dans la manifestation de la volonté de puissance. En effet, la volonté de puissance se dévoile comme instinct de croissance inhérent à la vie ; et, en tant que telle, même si elle n'est pas définie par la domination voire la brutalité, elle peut mener à des formes de domination par le simple fait qu'elle veut toujours croître et envahir toute ce qui lui est proche, aussi bien psychologiquement que physiquement. En fait, « même dans la volonté du servant, je trouve la volonté de devenir maître », dit Friedrich Nietzsche (2024, p. 141). Que peut alors légitimement bien vouloir le maître, si ce n'est la croissance de sa puissance ? Bien plus, que vaut une puissance ou un pouvoir qui ne s'exprime pas ou qui se tient soumis aux normes de la docilité du devoir moral lié aux convenances sociales, celles qui émanent des « tu dois » (F. Nietzsche, 2024, p. 40) ? Ces interrogations sont de nature à illustrer la tendance, pour le moins naturelle, à la domination de tout pouvoir. Or, ce qui importe dans l'exercice du pouvoir, du point de vue de la démocratie, ce sont les normes auxquelles ce pouvoir est soumis, sa relation au peuple et les objectifs pour le bien commun. C'est pourquoi il n'est pas démocratiquement cohérent de considérer la politique comme la simple quête du pouvoir d'État. De cette considération de la politique, en effet, « peut découler une conception assez cynique de la politique, faites de concurrences,

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

de rivalités, de brutalités aussi afin de conquérir le pouvoir, de s'y installer et de l'exercer comme on l'entend » (A. Badiou, 2019, p.8). Quoique Machiavel ne serait pas contre une telle vision de la politique, ces lignes d'Alain Badiou traduisent ce que vit réellement la plupart des pays en Afrique. Obnubilés par la quête du pouvoir et des privilèges qui y sont associés, les leaders sont prêts à consentir à toutes formes de compromis; qu'importe que cela soit bénéfique ou non à leurs populations. Le pire dans cette situation, c'est comment cette population, dans sa majorité, se représente la figure du chef de l'État. Pour mieux dire les choses, qu'est-ce qu'un chef d'État en Afrique et quelles sont les critères qui président à son élection ?

Poser le problème de la figure du chef de l'État de la sorte, c'est souligner non seulement que la donne a changé, mais aussi et surtout qu'elle n'est pas conforme à la rationalité politique du choix des leaders étatiques. Les raisons d'une telle situation peuvent également être recherchées dans l'exogénéité des formes de l'État au sud du Sahara. Ainsi le pouvoir d'État, tout comme la représentativité de l'esprit de peuple ne s'accommodent que rarement avec les principes fondateurs de l'État libéral démocratique importé de l'occident. Le pragmatisme de la réalité politique dévoilée par Nietzsche est ici bien entendu en Afrique. Dans cette perspective, il appréhende la synonymie déconcertante entre l'État et le peuple ; car il entend la voix de l'État qui dit : « Moi, l'État, je suis le peuple » (F. Nietzsche, 2024, p. 66). En s'appropriant une identité qui n'est pas la sienne, l'État dépouille essentiellement le concept de peuple de sorte à le tenir à la laisse. L'État, étant une figure morale intangible, se trouve personnifié dans la figure de celui qui l'incarne.

Ainsi, l'analyse de la figure du chef de l'État est un enjeu majeur en contexte africain car il est le marqueur le plus visible surtout dans les moments de crise démocratique. Le chef d'État est en effet une sorte de figure paternelle et paternaliste de la nation en

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

sa considération symbolique en Afrique. De cette manière, ses attributs et son pouvoir s'expriment aussi bien dans et par-delà la constitution. Pour dire les choses d'une autre manière, le pouvoir du président de la république en Afrique surplombe ce que lui confère le cadre juridique constitutionnel. C'est d'ailleurs pourquoi la façon de se le représenter est tout aussi originale que marginale. De façon populaire, le chef d'État en Afrique doit pouvoir répondre d'une certaine autorité ou correspondre à l'idée d'un président fort. Dans l'imaginaire populaire, la nation n'est forte que si son premier leader incarne lui-même cette force. Cela relève d'un psychologisme dont les critères de validation d'un président de république ne s'arcboutent point à des considérations issues de la rationalité propre au jeu politique lui-même. Dans cet univers psychologisant de la figure du chef de l'État, on se bat avec des mots, dans un engrenage langagier, mais non pour des mots. Derrière ces mots, ce qu'il faut lire, ce sont des faits, des idées, c'est l'organisation conceptuelle même de la quête du pouvoir.

Dans ce jeu de psychologisme, la guerre du discours se tient entre quelques tendances : Le fils du pays (celui qui connaît le mieux nos réalités, qui a grandi dans le même environnement que nous), le technocrate éloquent (celui qui tient de beaux discours et qui s'exprime avec aisance et élégance), le fils des occidentaux (celui qui a une expérience avérée en occident, qui a un bon carnet d'adresse à l'international et qu'on considère parfois comme celui qui peut nous faire basculer miraculeusement dans un meilleur État à l'image de ceux des occidentaux où il a fait ses classes). Il y a aussi l'image du panafricain qui veut rompre dans un discours guerrier avec le néocolonialisme, etc. Ces différents portraits tendanciels ne suffisent pas dans le choix d'un président en Afrique ; car il faut aussi prendre d'autres considérations qui n'ont pas de lien avec l'orientation politique générale du candidat. Ces considérations sont pour la plupart partisanes.

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

Dans une perspective nietzschéenne, le système qui établit notre parti pris est bien une décadence des sociétés qui se tiennent pour moderne. Nietzsche conçoit ainsi le partisanisme comme une manifestation de la "mentalité de troupeau". Les partis sont appréhendés comme le lieu d'approbation de la conformité, la soumission à une idéologie collective et le lieu de nivellement des idées et des valeurs. Et cela n'a d'autres conséquences que le bâillonnement de l'authenticité, l'auto-affirmation et la capacité de l'individu à créer ses propres valeurs. Il est alors évident que la loyauté au parti prime sur la vérité et la force individuelle. C'est justement la raison pour laquelle il est loisible d'entendre l'idée selon laquelle « la volonté de ne dépendre que de soi, la faculté d'être autre, différent et seul de son parti, la fière indépendance et l'obligation de ne vivre que de ses conquêtes, font partie de la notion de « grandeur » » (F. Nietzsche, 2007, p. 152).

Le partisanisme en ses variante ethnologique, culturelle ou même religieuse n'est pas à négliger dans les pays subsahariens où le multiculturalisme est une des réalités nébuleuses sinon difficilement décelable dans le jeu politique. Si l'on veut être porté à la magistrature suprême du pays dans un tel contexte, il faut au préalable appartenir à un parti politique traditionnel, bien ancré et très représentatif. Au-delà d'être membre d'un grand parti politique, il est aussi important de miser sur les appartenances ethniques, culturelles, voire même religieuse. Il en est ainsi parce que le chef de l'État est aussi dans certains pays africains, avant tout, le représentant d'une ethnie, ensuite d'un ensemble culturel mais aussi d'une religion. C'est pourquoi les zones d'affluence et d'influence des candidats aux élections sont fonction de leur accointance ethnique, culturelle et religieuse. Cette logique partisane est aussi très bien exploitée en périodes de campagnes électorales par les hommes politiques au risque de créer des fractures sociales et culturelles dans le

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

pays. Ainsi les chefs d'État en Afrique sont rarement l'incarnation de la nation ou des garants de l'unité de l'État.
Mais en pointant ici cette façon de se représenter la figure du chef de l'État en Afrique, il ne s'agit pas pour nous de proclamer que les choix des présidents de république en Afrique sont guidés par un règne de la pure contingence. Il s'agit plutôt de montrer qu'il y a une logique qui préside généralement au choix du président de l'exécutif, quoique cette logique n'est pas celle voulue par les principes de la démocratie, c'est-à-dire un choix éclairé et objectif sur la base des projets de société. C'est aussi l'occasion d'indiquer que si la démocratie est si malade en Afrique, ce n'est pas moins lié à la représentation qu'on a du chef de l'État qu'à la mauvaise gestion des dirigeants eux-mêmes. L'idée du Président fort s'est imposée comme une norme dans l'imaginaire populaire depuis les indépendances et a accouché d'un néo-patrimonialisme dont la manifestation se résume à l'idolâtrie des chefs d'État qu'on a divinisés et qui parfois sont substitués à la constitution elle-même. Cette situation d'hyper-présidentialisation des États débouche logiquement sur une confusion institutionnelle qui fait jouer la démocratie contre ses principes.

2. La confusion institutionnelle dans la gestion de l'État : la démocratie contre ses principes fondamentaux

Nombre d'observateurs ont toujours considéré la démocratie comme une utopie en contexte de gestion de l'État en Afrique. Présentée depuis l'avènement des temps modernes comme le parangon de la gestion de l'État, la démocratie a du mal à faire loi dans bien de pays africains. Conformément donc à ses principes fondamentaux, tout porte à croire que l'exercice de la démocratie ne correspond pas en Afrique à l'idée même de ce système. En effet, la démocratie, selon une approche récente de Yvan Bordeleau (2022, p.19) « repose sur deux formes

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

d'égalité : une voix politique égale, à travers le suffrage universel, la liberté d'expression, d'association et de la presse, une égale considération des intérêts des citoyens ». La dernière forme d'égalité évoquée dans cette définition présuppose naturellement qu'on soit dans un État de droit et qu'il existe une confiance généralisée dans les institutions politiques. Ces dernières sont irréversiblement le fond dynamiteur d'une vie démocratique saine. Ne faut-il pas ainsi, pour comprendre le malaise politique de l'Afrique et son retard de développement, regarder en direction du fonctionnement de ses institutions ?

Pour comprendre les écarts de développement contemporains propres à l'Afrique, une analyse du paradigme institutionnaliste est sans doute d'une utilité non négligeable. En vérité, les institutions sont la clef du redressement des problèmes socio-politique et culturelle, tant elles constituent un facteur déterminant du développement économique et social. De ce fait, en tant qu'elles déterminent les règles du jeu social, leur efficacité se présente comme la voix idoine pour faire face aux défis contemporains de tout genre en Afrique. Mais l'Afrique dispose-t-elle réellement de systèmes institutionnels efficaces ? Difficile de répondre par l'affirmative à cette question car tout se présente en Afrique comme si l'État n'avait pas de substance. Il serait vide en ses fondements, donc comme sans fondement. La vérité de ce constat c'est que l'État est une notion plus relationnelle que substantielle. À ce titre, il s'inscrit de façon complexe dans un flou institutionnel difficilement décelable entre luttes politiques et sociales. Cette déraison politique aboutit logiquement à la consolidation d'un système sociale et politique fait d'inégalités : l'État africain ou la démocratie anti-démocratique.

Dire que la démocratie est anti-démocratique en Afrique, c'est à priori prendre position sur la rationalité effective de sa mise en œuvre. Pour dire les choses autrement, l'anti-démocratisme de la démocratie renvoie à l'arbitraire constaté dans l'application

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

des principes de la démocratie elle-même. Cet arbitraire qui signifie que les principes ne sont pas appliqués suivant la norme de leur mise en œuvre, conduit logiquement la démocratie à jouer contre principes. La liberté, l'égalité et la justice sont les valeurs cardinales qui servent d'assise fondamentale à tout système démocratique. C'est sur cette fondation que doivent naturellement s'ériger toutes les variantes de la vie démocratique dans le seul but d'encadrer au quotidien la vie des citoyens en ses divers aspects. Cette trilogie de valeurs démocratiques (liberté, égalité et justice) conduit naturellement au respect de la valeur humaine, de la solidarité et à un enthousiasme de la fraternité entre les êtres humains. Tout cela n'est pratiquement possible que dans un environnement institutionnel, rationnel et cohérent dans l'exercice d'une normativité intégrale. C'est alors qu'il faut faire cette déduction que le malaise politique en Afrique, qui conduit au mal-être africain, est foncièrement un problème de culture institutionnelle.

Dire que le mal-être africain est fondamentalement un problème de culture institutionnelle, c'est reconnaître que dans le jeu politique, l'institution présidentielle éclipse toutes les autres institutions parce que portée au centre des débats. De façon globale, l'institution présidentielle est le chef de file d'un réseau de pouvoirs dominé par l'hégémonie bureaucratique politique et partisane, maîtrisé par le chef de l'État, lui-même répondant d'un clan ou d'une ethnie (F. Hourquébie, 2012 p.71). Cette situation peut conduire à une véritable confusion institutionnelle s'appropriant à sa guise les forces ou les faiblesses de la constitution. Il s'ensuit, par voie de conséquence, une sorte de superposition des institutions dans le seul but de créer avec elles une étroite proximité avec le président de la république pour le bien de ce dernier. Même s'il y a des exceptions, il est tout à fait probant que ces principes existent dans bien d'États d'Afrique

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

francophone. Hourquébie (2012, p.74) va même plus loin en ces termes :

> L'idée du président de la République fort est non seulement assumée, voire assénée, depuis les indépendances, mais aussi largement partagée. Peut-être parce que, et c'est une des particularités du constitutionnalisme africain, son statut renvoie d'abord à sa fonction symbolique et sociétale, voire même patrimoniale, avant de traduire une quelconque conviction juridique.

Ces mots nous éclairent sur la vérité que le statut du chef de l'État en Afrique va au-delà de ce que l'institution juridique suprême lui autorise. En fait, même quand elles se présentent, les institutions juridiques ne servent qu'aux intérêts du Président de la République, jusqu'aux dérives autoritaires que la scène de la politique africaine nous donne souvent à lire. C'est ainsi que l'institution étatique en Afrique se donne à voir comme le lieu où le droit, la justice sont dans la confusion totale comme pris dans un tourbillon de contre-sens.

Tout porte ainsi à croire que la loi fondamentale, garante de la démocratie en sa rationalité la plus radicale, est surplombée par l'institution présidentielle à tel point que les États faiblissent politiquement dans un autoritarisme présidentiel là où l'autorité suprême devrait rationnellement être la constitution. Cette dernière, devenue une sorte de fourre-tout, se voit désormais manipulée de manière à consolider la primauté présidentielle.

Ce flou institutionnel où l'arbitraire dans sa forme la plus oppressive fait loi dans certains États d'Afrique francophone, ressemble à une tyrannie démocratique sous le couvert d'un certain institutionnalisme démocratique. L'État manque de fondement substantiel car considéré comme la propriété privée d'un individu qui le dirige selon ses passions propres sans grand

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

souci des citoyens. Ainsi, convient-il de croire avec Jean Gobert Tanoh (2014, p.21) que « l'être africain est la mesure même de ce qu'on nomme la misère existentielle. Et, l'existence en Afrique est tout, sauf ce qui humanise l'homme ».

D'ailleurs les crises de légitimité politique dénotent aussi d'un problème de fonctionnement de l'institution étatique. Selon Hegel (2003, p.269), l'État, c'est rationnellement le lieu dans lequel la loi pénètre tous les rapports intérieurs en conservant la tradition et la conscience des individus qui sont les véritables termes de ce rapport. C'est une unité substantielle qui est but en soi et dans laquelle la liberté atteint son droit le plus élevé. Cependant, en Afrique c'est tout le contraire, car l'État devient le lieu où les libertés individuelles qui sont le but même de l'État, se trouvent injustement aux mains d'un seul qui n'a d'yeux que pour ses intérêts personnels et pour ceux de ses partisans. C'est cela le manque de rationalité propre à la politique africaine où la démocratie est pratiquée contre ses propres principes. De toute façon, il est clair qu'une telle conception de la démocratie, dans laquelle on assiste à une superpuissance du chef de l'État, n'est pas en mesure de résoudre les problèmes de la vie politique des africains. Une telle manière de donner vie à la démocratie verra forcement ses fondements s'écrouler avec le temps.

Comment donc passer du culte du héros président au culte de la constitution républicaine ? Il nous faut nécessairement passer par une culture de la raison institutionnelle, comme pour correspondre à l'idée que l'Afrique a plutôt besoin de puissantes institutions et non de présidents divinisés.

3. La culture de la raison institutionnelle : valorisation de l'esprit de peuple contre le néo-patrimonialisme

L'être humain, de toutes les cultures et de toutes les religions est, par essence, un être spirituel, capable de faire retour dans son

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

paysage intérieur pour s'y rencontrer et y rencontrer la profondeur de l'Être qui l'habite. Nonobstant le fait que le paysage intérieur soit habité par les ombres du mal, de la contingence, il demeure cependant le lieu du retour à ce qui était compromis. S'il n'y a, selon Leibniz, que la volonté qui manque aux hommes pour se délivrer d'une infinité de maux, cette volonté doit se construire de l'intérieur pour se rendre compte de la profondeur spirituelle et rationnelle qui le caractérise en tant qu'homme dans sa singularité. Une émergence, au sens plein du terme, de l'Afrique qui se veut solide, doit être, a priori, nécessité intérieure en chaque homme. En effet, Hegel conçoit la société rationnelle comme étant un organisme. Dans cet organisme, le tout engendre les parties, et les parties sont productrices de ce Tout. Il est donc logique que les parties assument pleinement ce rôle de producteurs de leur propre réalité sociale.

En ce sens, l'individu a le devoir d'être un membre de la société. Hegel fait de cet aspect de la citoyenneté un enjeu primordial. L'actualisation de la société, et du même fait de la liberté substantielle repose sur le devoir des citoyens. Il est ici clair que la construction, sinon, la transformation des États africains passe nécessairement par une véritable éducation à la raison institutionnelle qui commande à l'individu de saisir la communauté comme l'universel à réaliser. Cet individu africain, ne sera effectif que s'il s'éveille à la formation comme chemin de son accomplissent institutionnel.

Tout bien compris, la formation, avec le plus de vigilance nécessaire, est l'unique moyen pour l'africain de s'approprier son univers existentiel en sa rationalité objectivée afin d'ériger un esprit politique qui l'identifie à sa communauté, dans ce que celle-ci a de plus substantielle, la constitution. L'adoption d'une culture institutionnelle véritable ne passera que par un éveil à la formation, dans le sens que nous lui donnons ici. En effet, saisir le monde dans lequel nous vivons, c'est saisir la rationalité

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

effective et la nécessité derrière les institutions qui, primitivement, peuvent paraître à la conscience comme limitantes et contraignantes. Bernard Bourgeois, sur la valeur de la formation telle que Hegel l'envisage dans la constitution chez l'individu d'une citoyenneté formelle, écrit ceci : « L'école, telle que Hegel la conçoit, peut remplir son but constant parce qu'elle exprime en son être même la collectivité enfin actualisée comme tension maîtrisée de sa dimension sociale et de sa dimension politique » (B. Bourgeois, 2001, p.91). Le rapport entre école, société et politique devient chez Hegel une donnée essentielle qu'il importe de comprendre : L'école prépare l'individu à la disposition civique nécessaire pour adhérer à l'idéal politique du monde dans lequel il vit. Au demeurant, la formation scolaire est une préparation à la vie de l'État rationnel. Dans cet État, il y a les fonctionnaires dont la culture et la connaissance doivent être au sommet, dans la mesure où travailler pour l'État, c'est faire corps avec sa rationalité tout en se soumettant à son universalité dans les institutions. Ceci ne signifie pas que la formation scolaire doit renvoyer tous les individus formés à travailler pour l'État. L'école, selon Hegel, donne une formation générale, élevant les individus à la capacité du citoyen, quitte à chacun d'œuvrer pour l'universel selon ses activités particulières, après formation.

Sur le véritable sens de la formation scolaire, il ne s'agit pas de faire des individus des fonctionnaires de l'État, mais bien de leur donner la capacité de chercher la rationalité qu'il y a derrière les réalités de leur monde et de comprendre celui-ci objectivement. Autrement dit, à sa sortie de l'école, l'individu sait ce qui lui est essentiel en tant qu'homme et à la fois utile à l'État. C'est dans le même objectif que Hegel ne donne pas un contenu exclusif à la formation. Notons cependant qu'il conseillait nécessairement l'enseignement du droit et de la religion parce que, d'abord, le droit est le fondement de l'État et qu'ensuite, la religion est une des représentations principales de l'esprit en sa réalité effective.

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

Dès lors, ce n'est qu'en comprenant les fondements du monde objectif et les divers éléments qui le constituent, que l'africain sera capable de s'unir avec les réalités de son monde et d'y vivre en tant que citoyen se reconnaissant dans les institutions socio-politiques de son pays. Dans ce contexte, c'est à l'université qu'il revient d'approfondir les connaissances essentielles que l'école élémentaire a donné à l'individu. Dans sa lettre à Niethamer, Hegel insiste sur l'enseignement des prérequis de la philosophie en tant que science préparatoire à la saisie du monde moderne. En ce sens il pose l'étude des langues comme le socle, le tremplin qui donne accès à la connaissance effective. L'importance des facultés de lettres ainsi proclamée, Hegel, sur celle de la philosophie, pense qu'en tant que figure universelle de la mise en scène du spectacle du monde, elle permet de comprendre le monde présent et surtout de comprendre comment comprendre le monde lui-même. Le philosophe écrit sous la dictée de l'esprit ; il en est le secrétaire privilégié. Loin de nous l'intention de dire que l'éveil à la formation dont nous parlons doit faire de chaque individu un philosophe averti ; la formation scolaire ne signifie pas nécessairement que tous doivent se confronter aux textes anciens pour devenir de bons citoyens. Il s'agit de faire comprendre que l'école est nécessaire pour la formation de l'africain à l'universalité du monde socio-politique moderne.

Suivant cette logique, ce n'est que par la formation scolaire, formation tout de même partielle, que l'africain peut compléter son éducation dans son interaction avec le monde et ses institutions. En vérité, la formation scolaire ne suffit certes pas, mais elle seule peut préparer l'individu à cette aptitude d'appartenir à la vie publique, car elle est une préparation à la vie éthique. Pour tout dire, c'est par l'école que la subjectivité de l'africain peut acquérir une base solide pour l'agir éthique communautaire, dans la mesure où, par l'éducation morale et religieuse, elle permet l'enracinement des concepts éthiques

ISBN : 978-2-493659-12-5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

élevant l'individu à un savoir de soi concret. Plus encore, pour Hegel, il ne s'agit pas dans la formation scolaire de s'arrêter à « quelques maximes et principes, à une attitude générale de loyauté, de bienveillance et d'honnêteté, mais d'estimer que seul l'homme cultivé en général peut être cultivé éthiquement » (F. I. Abboudy, 2010, p. 294). Nous le savons, Hegel est contre la morale formelle du devoir chez Kant, mais il estime plutôt que c'est par l'appropriation du monde en son effectivité rationnelle qu'il devient possible d'agir éthiquement au sein d'une totalité étatique.

De surcroît, l'utilité de la formation scolaire au redressement de l'être-africain ne réside pas seulement dans le fond de la formation, mais aussi dans sa forme. Pour notre philosophe, la formation scolaire vise à « séparer l'esprit de lui-même, de le soulever hors de son existence naturelle immédiate » (G. W. F. Hegel, 2003, p. 297). Dans cette forme d'auto-aliénation comme œuvre de la formation, l'individu transcende son abstraction et s'approprie l'universalité des normes socio-politiques. Par conséquent, on voit que contrairement à la pédagogie fichtéenne, ce n'est pas en libérant son imagination créatrice que l'enfant devient actif dans le monde, un tel mode de formation contribuerait plutôt à l'endurcissement et l'absolutisation de sa subjectivité. C'est plutôt en se formant à l'universalité par un travail d'aliénation sur soi, que l'individu devient actif. Fadi Abboudy (2010, p.142) semble du même avis : « Si l'individu est capable de s'affairer dans le monde, c'est bien parce qu'il possède l'éthique du travail appréhendée au sein de l'institution scolaire ».

Mais parce que la formation scolaire n'a pas sa fin en elle-même, c'est dans la société civile que l'individu doit l'investir dans le travail, conscient de sa portée universelle. Hegel peut alors écrire : « La science et les aptitudes qui sont acquises n'atteignent leur but final essentiel que dans leur apparition extra-scolaire » (G. W. F. Hegel,1978, p. 111). Autrement dit, « l'école a un rapport

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

avec le monde effectif, et son affaire, c'est de préparer la jeunesse à celui-ci » (G. W. F. Hegel,1978, p. 110). C'est par ce travail sur soi par la formation scolaire que l'africain peut sortir de sa léthargie sociopolitique. Il faut donc accorder plus d'attention à la formation en Afrique. À ce niveau, que retenir globalement du sens de l'école et de son importance dans l'édification d'une société normativement correcte ? Ce qui est certain, c'est que dans la situation actuelle de l'Afrique en proie aux crises institutionnelles de tout genre, entraînant avec elles tous les maux que nous connaissons et qui traduisent le mal-être de l'africain, il est plus qu'urgent de construire une Afrique autour d'une culture institutionnelle solide. Au lieu d'avoir affaire à des chefs d'État forts et autoritaires, engageant avec eux un lot d'arbitraires considérables, il faut des institutions fortes à l'instar de ce que disait l'ex-président des États-Unis d'Amérique, Barack Obama. Comme une suite logique de cette belle idée, notre étude tend à montrer que les institutions fortes dont a besoin l'Afrique ne s'exportent pas. Elles doivent être le résultat d'une disposition d'esprit collectif et individuel. Puis, entendu qu'une telle disposition d'esprit éthique, débarrassée de l'arbitraire, n'est pas une donnée naturelle immédiate, mais plutôt le résultat d'un long processus d'acculturation des individus dans le but de construire un esprit de peuple dans l'ordre de l'universel, une attention accrue à la formation reste nécessaire. L'école est, selon son sens hégélien, l'éducation requise pour préparer l'africain à une vie politique universelle, le libérant tout en le maîtrisant. « Tout en reconnaissant les divers lieux, coextensif à l'esprit objectif, de l'éducation, Hegel souligne qu'ils ne peuvent vraiment accomplir leur rôle pédagogique relatif que fécondés par un milieu dont la raison d'être est l'éducation même, c'est-à-dire l'institution scolaire » (B. Bourgeois, 2001, p.103).

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

Conclusion

En attendant de se déprendre des idéologies dominantes sur la scène politique africaine, nous avons pu voir qu'il règne encore une sorte de néo-patrimonialisme lié à la représentation du chef de l'État par la masse. Cette façon de se représenter le Chef de l'État conduit naturellement à une sorte de confusion institutionnelle qui donne lieu à ce qu'on pourrait appeler " une démocratie anti démocratique". En vérité, la question présidentielle reste au cœur du débat démocratique en Afrique et tend à saper les principes fondamentaux de celle-ci. Cette personnalisation du pouvoir, cet hyper-présidentialisme qui veut que le chef de l'État soit vu comme un chef de famille, le père de la nation, a des conséquences sur le fonctionnement des institutions de la république ; puisque le chef de l'exécutif prend des proportions abusives dans la gestion de l'État. Or, « si la fonction du pouvoir est de dominer invisiblement le peuple, elle est aussi de maîtriser publiquement la république » (B. Dejardin, 2004, p. 204). Maîtriser publiquement la république, c'est laisser la constitution s'exprimer librement dans les institutions, de manière à produire un tout systématiquement cohérent. Mais il faut également reconnaître que l'Afrique n'aura de meilleurs dirigeants que quand elle aura des peuples éduqués à la démocratie qui pourront s'exprimer librement et faire des choix éclairés et non des choix clientélistes. Quoiqu'aujourd'hui les États en Afrique mesurent généralement leur succès au progrès économique qu'ils arrivent à accomplir, il reste tout aussi très important de miser dans l'éducation aux valeurs citoyennes au travers d'une culture institutionnelle intégrale. En effet, Nussbaum (2010, p. 25) nous l'a bien indiqué : « produire de la croissance économique, ce n'est pas produire de la démocratie ». Ainsi, cette réflexion se donne comme une contribution en ceci

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025

qu'elle revendique une portée socio-utilitaire qui tient de ce qu'elle peut éclairer les lanternes et éduquer l'action politique.

Références bibliographiques

ABBOUDY Fadi, 2010, *Vers la liberté, le façonnement de soi dans l'œuvre de Hegel*, Bibliothèque et archives Canada, Ottawa

BADIOU Alain, 2019, *Éloge de la politique*, Flammarion, Paris

BORDELEAU Yvan, 2022, *L'éducation à la citoyenneté guérira-t-elle la démocratie* ?, XYZ, Montréal

BOURGEOIS Bernard, 1992, *Études hégéliennes, raison et décision*, PUF, Paris

BOURGEOIS Bernard, 2001*, Hegel, Les actes de l'esprit*, Vrin, Paris

DEJARDIN Bertrand, 2004, *Terreur et corruption*, l'Harmattan, Paris

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, « Discours du gymnase (1809, 1810, 1813, 1815) » in *G. W. Hegel: Textes pédagogiques*, Trad. Bernard Bourgeois, Vrin, Paris

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 2003*, Principes de la philosophie du droit*, traduction de J.-F. Kervégan, P.U.F, Paris

HOURQUÉBIE Fabrice, « Quel statut constitutionnel pour le chef de l'État africain ? Entre principes théoriques et pratique du pouvoir », in *Afrique contemporaine*, pp. 73-86

NIETZSCHE Friedrich Wilhelm, 2007, *Par-delà le bien et le mal*, Traduction A. Meyer et R. Guast, hachette littératures, Paris

NIETZSCHE Friedrich Wilhelm, 2024, *Ainsi parlait Zarathoustra*, Traduction de Georges-Arthur Goldschmidt, Gallimard, Paris

NUSSBAUM Martha, 2010, *Les émotions démocratiques*, Cerf, Paris

ISBN : 978-2-493659-12- 5 COLLECTION RECHERCHES & REGARDS D'AFRIQUE VOL 4 N ° Spécial 10 Ans- ACAREF Août 2025